

LETTRE AFRIQUE PROJETS

Lettre d'information sur les projets d'aide au développement en Afrique
N°379 | 16 juillet 2021



**487 M
USD**

Engagement MCC en Tunisie

Projet électricité au Bénin

**83 M
EUR**

**50 M
USD**

Projet résilience urbaine en Sierra Leone

SOMMAIRE

ZOOM SUR...

PAGE 3



LE SAVIEZ-VOUS ?

PAGE 7



LA PRESENCE ETRANGERE
EN AFRIQUE

PAGE 9



PROJETS ET FINANCEMENTS
A L'ETUDE

PAGE 11



PROJETS RECEMMENT
APPROUVES

PAGE 14



AGENDA

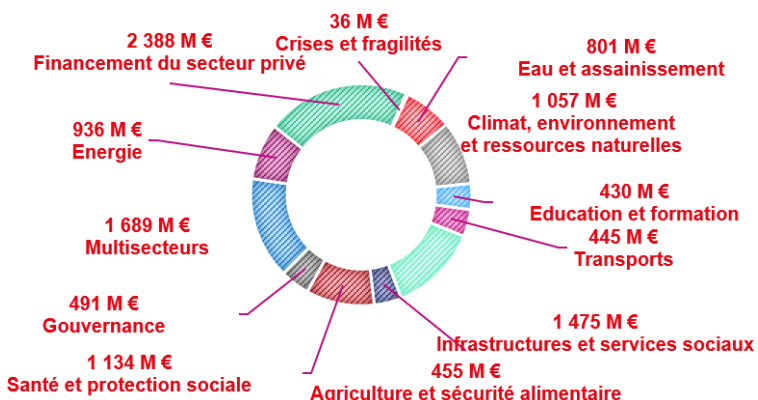
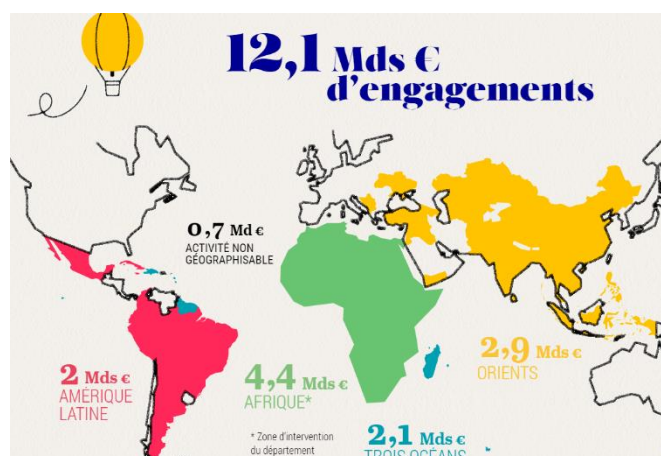
PAGE 16

ZOOM SUR...

◆ PUBLICATION DU RAPPORT ANNUEL 2020 – 2021 DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

Les engagements du groupe AFD en 2020

En 2020, les engagements du groupe AFD avec Proparco se sont élevés à plus de 12 Mds EUR. Le groupe a financé 996 nouveaux projets de développement et principalement sur le continent africain. L'Agence est intervenue à hauteur de 2 Mds EUR en Amérique latine, 4,4 Mds EUR en Afrique (attention, l'AFD considère ses interventions en Afrique d'un point de vue continental), 2,9 Mds EUR pour la zone « orientés », et 2,1 Mds EUR pour la zone « trois océans » qui comprend à la fois nos Outre-Mer et des îles indépendantes de l'Océan indien et des Caraïbes.



En 2020, l'AFD s'est engagée dans trois priorités structurantes :

- La santé et la protection sociale avec 2,2 Mds EUR décaissés en 2020. L'AFD s'est fortement mobilisée pour répondre aux enjeux liés à la crise Covid-19 et a ainsi entrepris 4 initiatives : santé en commun, outre-mer en commun, Sommet finance en commun et *Choose Africa Resilience*. L'AFD aura ainsi augmenté ses décaissements de +35% par rapport à 2019 ;
- La biodiversité qui est intégrée à l'ensemble des projets avec +25% de financements en 2020 pour atteindre 565 M EUR ;
- Enfin, 100% des projets sont analysés au prisme du genre et 67% des projets AFD ont un co-bénéfice pour l'égalité femmes-hommes.

Résultats de l'AFD en Afrique en 2020

L'Afrique reste au cœur de l'action de l'AFD, en effet le continent concentre presque 50% de l'activité du Groupe. Il intervient dans 44 des 54 pays du continent. Les engagements du Groupe (AFD et Proparco) en Afrique sont de 4,9 Mds EUR soient exactement 46% des engagements totaux ; Proparco a financé pour 478 M EUR en faveur des TPE-PME africaines ; 76% des contrats d'assistance technique d'Expertise France se font au bénéfice du continent africain.

Lire le rapport complet : <https://www.afd.fr/fr/actualites/rapport-annuel-2020-groupe-afd>

Source : *afd.fr*

Les engagements de la BAfD pour l'année 2020

Pour rappel, le Groupe Banque africaine de développement est constitué d'une administration unique et dispose de trois guichets permettant aux Etats d'emprunter en fonction de leur revenu par habitant et du niveau de soutenabilité de leur dette :

- Le guichet BAfD qui octroie des ressources à des conditions non-concessionnelles. Ses activités sont limitées aux 15 pays africains à revenus dits intermédiaires et à trois pays « mixtes » (Cameroun, Zambie et Kenya).
- Le FAD (Fonds africain de développement) créé en 1973 qui est la fenêtre concessionnelle du Groupe et s'adresse aux 38 pays membres africains à faible revenu.
- Le FSN (Fonds spécial du Nigeria) créé et financé en 1976 à l'initiative de ce pays pour soutenir les pays membres africains à faible revenu.

En 2020 les approbations du groupe de la BAfD ont atteint 4,17 Mds UC (5 Mds EUR) et les décaissements 5,1 Mds UC (6,12 Mds EUR). Cela représente une baisse de 43 % par rapport aux 7,3 Mds d'UC approuvés en 2019, le programme de prêts de la Banque ayant été modifié pour privilégier l'aide entrant dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Les approbations du guichet Banque africaine de développement se sont élevées à 2,49 Mds UC (2,9 Mds EUR) et celles du FAD à 938 M UC (1,1 Md EUR). L'objectif pour 2020 a été ramené de 6,94 Mds UC à 4,25 Mds UC, en privilégiant la lutte contre la Covid-19. Les approbations de la Banque en 2020 montrent ainsi une augmentation de 92 % de la priorité « Améliorer la qualité de vie des populations africaines » des High 5, qui passe à 3,2 Mds d'UC, soit 77 % du total des approbations.

Les approbations du groupe se sont réparties comme suit :

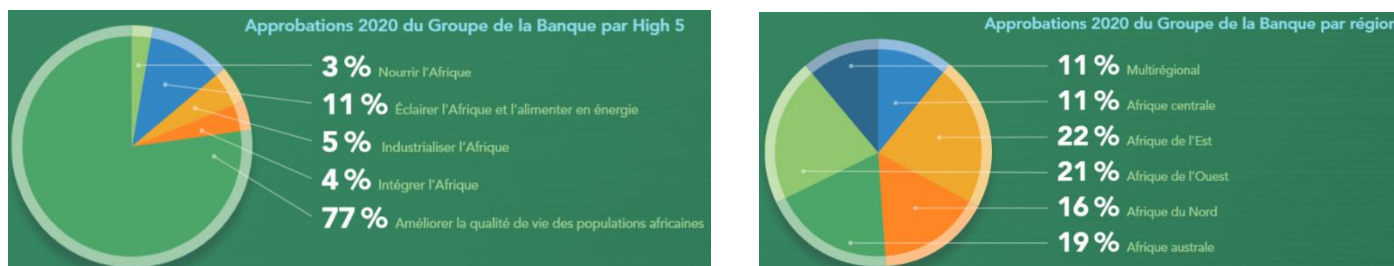
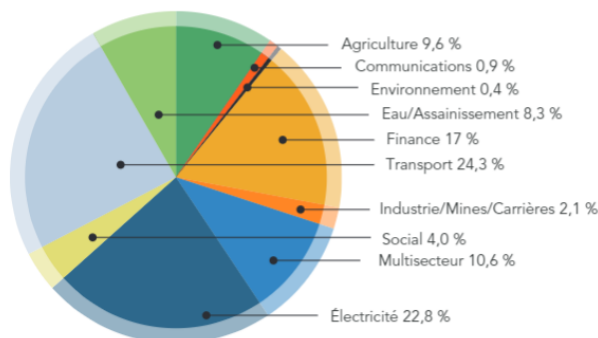


FIGURE 2.4 Répartition du portefeuille du Groupe de la Banque par secteur au 31 décembre 2020



Les approbations pour « Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie » représentent 11 % du total des approbations contre 5 % pour « Industrialiser l'Afrique », 4 % pour « Intégrer l'Afrique » et 3 % pour « Nourrir l'Afrique ». La diminution des approbations pour ces High 5 se situe entre 73 et 88 % par rapport aux approbations de 2019.

La BAfD face à la pandémie de Covid-19

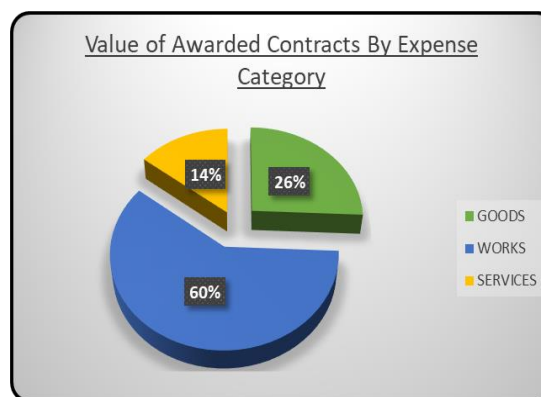
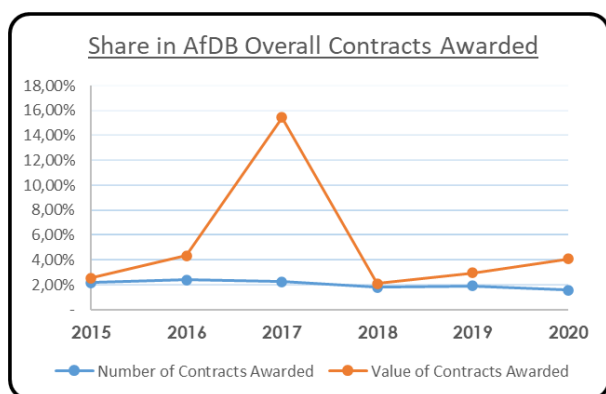
Pour faire face à la pandémie de Covid-19, la BAfD a lancé la Facilité de réponse rapide à la Covid-19 (CRF) d'un montant total de 10 Mds USD pour aider les pays-membres à répondre à leurs besoins en liquidités ; elle a octroyé une aide d'urgence de 2 M USD à l'OMS ; et a lancé l'obligation sociale « Combattre la Covid-19 » de 3 Mds USD sur les marchés financés mondiaux. Elle a également réorganisé et recentré son programme de prêts pour lutter contre la Covid-19 et ses conséquences socio-économiques. Ainsi, sur l'année 2020, si les approbations du groupe ont diminué de 43% par rapport à 2019, les décaissements ont augmenté de 44% (dont 39% de ces décaissements liés à la Facilité de réponse rapide à la Covid-19).

En 2020, la BAfD a approuvé deux nouvelles stratégies :

- La stratégie du Groupe de la Banque en matière de genre (2021–2025), « Investir dans les femmes africaines pour accélérer la croissance inclusive », est un engagement au titre de la 15^{ème} reconstitution du Fonds africain de développement (FAD-15) et de la 7^{ème} augmentation générale du capital (AGC-VII) pour 2020. Elle a pour objectif principal de réduire l'inégalité entre les femmes et les hommes (voir la section sur les domaines transversaux, consacrée à la promotion de l'égalité entre les sexes).
- La « Stratégie de gestion des personnes 2021–2025 » qui permettra la création d'une main-d'œuvre talentueuse, résiliente et diversifiée dotée des compétences, des attitudes et de la passion nécessaires pour fournir les meilleures solutions de développement aux clients de la Banque.

Le positionnement des entreprises françaises sur les marchés de la BAfD en 2020

En 2020 la part de marché de la France a été de 4,06 % pour un montant de 94 M USD, ce qui représente une augmentation par rapport à 2019 (2,95% pour 68 M USD), mais reste bien inférieure à l'année exceptionnelle de 2017 (16,32% pour 586 M USD). Sur la période 2014-2020, la France est passée en 3^{ème} position (6,25 %) loin derrière la Chine (30,96%) ou le Maroc (6,4%) mais devant la Tunisie (4,54%), et l'Inde (3,75%). Sur les 34 contrats remportés en 2020 par les entreprises françaises, la grande majorité l'a été pour des prestations de services (74%). Les secteurs les plus représentés ont été les transports (6 contrats pour 60 M USD), l'énergie (3 contrats pour 4 M USD), les infrastructures de communication (13 contrats pour 2,69 M USD).



Pour en savoir plus : [lire le rapport annuel complet](#)

Source : afdb.org

◆ NOUVEAU BUDGET POUR L'ACTION EXTERIEURE DE L'UE

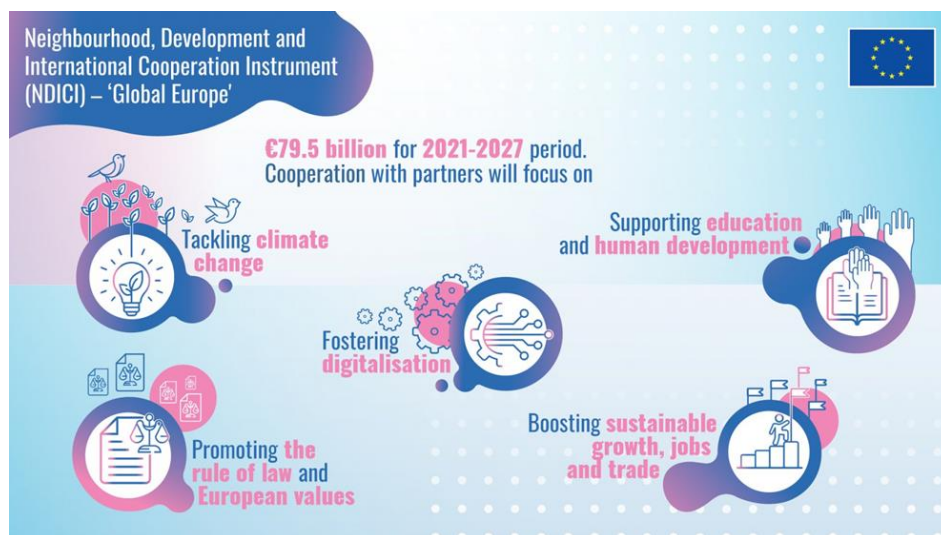
La Commission européenne s'est félicitée de l'adoption définitive du nouveau budget de l'UE pour l'action extérieure pour la période 2021-2027.

Le Parlement européen a adopté l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI) – « L'Europe dans le monde » pour la période 2021-2027. Il s'agit de la dernière étape du processus d'adoption à la suite des négociations entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Pour rappel, NDICI fusionne plusieurs instruments de financement extérieur actuels dans le cadre du budget de l'UE. Il unifie également les subventions, les combinaisons et les garanties, ce qui permettra à l'UE de promouvoir les investissements publics et privés dans le monde entier en faveur du développement durable. L'investissement sera soutenu par une garantie d'action extérieure de 53,4 Mds EUR, qui couvrira également les Balkans occidentaux (pays dits « en pré-adhésion »). Le NDICI devrait entrer en vigueur fin 2021.

Cette décision du Parlement permettra à l'UE de consacrer 79,5 Mds EUR pour favoriser la reprise mondiale au cours des sept prochaines années dans les pays en développement et émergents. Cette enveloppe sera utilisée pour des partenariats internationaux concernant le développement durable, le changement climatique, la démocratie, la gouvernance, les droits de l'homme, la paix et la sécurité dans les pays voisins et au-delà. L'allocation totale sera répartie comme suit :

- 60,38 Mds EUR pour les programmes géographiques (au moins 19,32 Mds EUR pour le voisinage, au moins 29,18 Mds EUR pour l'Afrique subsaharienne, 8,48 Mds EUR pour l'Asie et le Pacifique et pour les Amériques et les Caraïbes 3,39 Mds EUR) ;
- 6,36 Mds EUR pour des programmes thématiques (Droits de l'homme et démocratie, Organisations de la société civile, Paix et stabilité, Prévention des conflits et Défis mondiaux) ;
- 3,18 Mds EUR pour des actions de réponse rapide.

Un « coussin » de fonds non alloués de 9,53 Mds EUR pourrait compléter n'importe lequel de ces programmes et le mécanisme de réponse rapide, pour faire face à des circonstances imprévues, de nouveaux besoins ou des défis émergents et soutenir de nouvelles priorités.



Source : Union européenne

◆ SUCCES FRANÇAIS

La société Greenyellow signe un accord de financement avec FMO, Fonds néerlandais de financement de développement, pour une centrale solaire au Burkina Faso

Fournisseur et producteur d'électricité français, filiale énergie du groupe Casino, Greenyellow construit depuis l'automne dernier une centrale solaire dans la commune de Nagréongo, dont la mise en service est prévue fin 2021. La centrale a été initiée dans le cadre d'un PPP signé avec l'état du Burkina Faso en 2019 pour une production annuelle de 50 GWh. L'électricité produite sera gérée et transportée par la Sonabel, Société nationale d'électricité du Burkina Faso. Greenyellow assurera l'exploitation-maintenance. Le prêt bancaire souscrit auprès du fonds est de 21 M EUR et finance la mise en œuvre du projet.

Source : greenyellow.com

◆ ECHOS

L'Ambassade de France aux Seychelles accompagne le pays dans l'économie bleue

L'Ambassadeur de France aux Seychelles et le Secrétaire général du Département de l'Economie bleue ont signé une convention de financement d'un montant de 21 600 euros afin de financer deux projets proposés et mis en œuvre par le Département de l'Economie bleue. Le premier projet porte sur la récupération et la transformation en carburant des bouteilles en plastique ; le second va recenser les stocks de matériels de pêche usagés comme les filets et les bouées et étudier de quelles façons il est possible de les recycler. Ces deux projets concourent ainsi à la préservation de l'océan.

L'Ambassadeur de France a rappelé que ce financement faisait partie du demi-million d'euros mis à disposition des Etats-membres de la COI par la France pour appuyer des actions de promotion et de développement de l'Economie bleue. Les Seychelles bénéficient de 17 % du montant total du projet.

Rappelons que la France assure la présidence de la Commission de l'Océan Indien pour un an. Le projet « année bleue de l'Océan indien » bénéficie à Maurice, Madagascar, aux Comores mais aussi à la Tanzanie, au Kenya, au Mozambique et à l'Afrique du Sud.

Source : sc.ambafrance.org

Publication des Perspectives économiques de la Banque mondiale

D'après l'étude de la Banque mondiale, l'économie mondiale devrait croître de 5,6 % en 2021. Cette reprise est inégale et tient en grande partie au redressement vigoureux de quelques grandes économies. Dans de nombreuses économies émergentes et en développement, les obstacles à la vaccination contre la Covid-19 continuent de freiner l'activité économique. Dans les deux tiers d'entre elles, les pertes de revenu par habitant subies en 2020 ne seront pas recouvrées en 2022. La croissance devrait reprendre pour atteindre 2,8 % cette année, et s'accélérer à 3,3 % en 2022, étayée par la hausse de la demande extérieure, essentiellement en provenance de la Chine et des États-Unis, la hausse des prix des produits de base et l'endigement de la pandémie.

[Lire le rapport complet](#)

Source : worldbank.org

Publication du rapport d'activités Enabel

L'agence de coopération au développement belge Enabel a publié son rapport d'activités pour l'année 2020. Pour l'année 2020, l'agence gère 150 projets en cours pour plus de 256 M EUR en volume d'activité. Ce sont 80% des activités qui sont réalisées dans des contextes fragiles. Les activités d'Enabel se sont situées à 48% en Afrique centrale, 41% en Afrique du Nord et de l'Ouest, 5% en Europe, 3% au Proche Orient et 3% en Afrique australe. Elle a notamment été active dans les secteurs du changement climatique, des inégalités, de la paix et de la sécurité, de l'urbanisation, de la mobilité humaine et de la citoyenneté mondiale.

[Lire le rapport complet](#)

Source : enabel.be

Visite de la BADEA en République démocratique du Congo

Le Directeur Général de la Banque arabe de Développement économique en Afrique (BADEA) a rencontré le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge pour évoquer le développement des appuis de la BADEA dans le pays au regard de sa nouvelle stratégie, BADEA 2030. Ils ont évoqué des projets dans des axes stratégiques tels que les infrastructures, le développement des chaînes de valeurs agricoles, l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et le développement du secteur privé et du commerce. La BADEA devrait ainsi accroître le volume des investissements directs étrangers arabes en RDC.

Source : alaunerdc.net

L'Union européenne et le Maroc lancent l'initiative d'un « Partenariat vert »

Le 28 juin, l'Union Européenne et le Royaume du Maroc ont convenu de construire ensemble un Partenariat vert. Cette collaboration traduira une forte convergence politique entre les deux parties au regard des questions liées à l'environnement, au climat et au développement durable. Le travail vers un Partenariat vert souligne également l'importance de développer des approches communes et mutuellement bénéfiques sur des axes jugés prioritaires par les deux parties ainsi que la nécessité d'œuvrer de concert pour répondre solidairement aux multiples enjeux posés par la phase de reprise post-Covid en promouvant une transition solidaire et graduelle vers des sociétés et des modes de consommation plus durables sur le long terme.

Source : UE

Prévisions de croissance en Egypte, Tunisie et Maroc selon la BERD

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) relève ses prévisions de croissance économique pour la région du sud de la Méditerranée à 3,5 % en 2021, selon ses dernières perspectives économiques régionales. La Banque prévient que la vitesse de la reprise variera d'une économie à l'autre, sous l'effet de la lente reprise du tourisme, des pressions budgétaires croissantes et de l'incertitude politique à travers la région. Pour 2022, les économistes de la BERD prévoient une croissance continue de 4,6 %, à condition que les économies de la région soient soutenues par des réformes structurelles, une reprise des investissements étrangers et des flux commerciaux plus marqués. L'Égypte a été l'un des rares pays au monde à enregistrer une croissance économique au cours de l'année civile 2020. Cela devrait se poursuivre à un taux de 4,2 % au cours de l'année 2021 et de 5,2 % au cours de l'année 2022. L'économie marocaine s'est contractée de 6,3% en 2020. Cependant, une solide reprise de 4,5% de croissance est attendue en 2021, le pays bénéficiant du succès relatif de sa campagne de vaccination, entraînant une augmentation du tourisme. La Tunisie a vu son économie se flétrir de 8,8% en 2020. Le ralentissement s'est poursuivi au premier trimestre 2021, alors que le PIB a reculé de 3% en glissement annuel. Les économistes de la BERD s'attendent toutefois à ce qu'elle se redresse, avec une croissance prévue de 2,7% en 2021 et de 2,9% en 2022, soutenue par l'impact de meilleures conditions météorologiques sur l'agriculture, notamment la production d'huile d'olive.

Source : ebrd

— LA PRÉSENCE ÉTRANGÈRE — EN AFRIQUE

◆ LA CHINE EN AFRIQUE

En Côte d'Ivoire, l'entreprise chinoise CHEC est retenue pour l'exécution des travaux d'aménagement du port d'Abidjan

L'entreprise chinoise CHEC (China Harbour Engineering Company) a reçu la lettre d'attribution des travaux d'aménagement urbain Akwaba du port d'Abidjan à réaliser dans un délai de 30 mois. Le projet consiste à déménager d'anciens réseaux et canalisations, construire une passerelle, réaliser les ouvrages hydrauliques, les chaussées, installer la signalisation et l'éclairage et aménager la nouvelle place Akwaba, etc.

Source : chec.bj

Nigeria : signature d'un contrat d'aménagement portuaire

L'entreprise chinoise CHEC a signé un contrat d'aménagement d'un quai au port de Lekki au Nigeria. Ce nouveau projet, tout proche du quai No.2, consiste à construire un quai d'une longueur de 323 mètres, un entrepôt de 1,1 hectare, les installations d'eau et d'électricité, ainsi qu'à draguer 2 millions m³. Ces travaux seront livrés dans un délai de 31 mois.

Source : chec.bj

Kenya : signature d'un contrat de rénovation d'un réseau électrique par CAMCE

L'entreprise chinoise CAMCE (China CAMC Engineering Co., Ltd.) a signé un nouveau contrat de réparation du réseau électrique 220 kV, d'une longueur de 6,1 km. Dans le cadre du contrat, CAMCE va réaliser le projet d'ingénierie, construire le réseau, fournir les équipements et poser les pylônes et les lignes.

Source : sohu.com

Gambie : un projet de 23 M USD lancé pour le raccordement de 685 communautés au réseau

La Gambie a lancé un projet de modernisation du transport et de la distribution d'électricité de la région du Grand Banjul, en vue de réaliser son objectif d'accès universel à l'énergie en 2025. L'initiative d'un coût de 23 M USD sera mise en œuvre par TBEA (Tebian Electric Apparatus), une entreprise chinoise. La Banque mondiale, l'Union européenne et la BEI ont cofinancé cette initiative.

Source : agenceecofin

Ouganda : McDermott et Sinopec proches d'un contrat EPCC sur le pétrole de Tilenga

Un consortium composé de l'américain McDermott et du chinois Sinopec a annoncé avoir reçu une lettre d'attribution conditionnelle d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de mise en service (EPCC) sur le projet Tilenga en Ouganda. Le projet pétrolier produira à pleine capacité plus de 200 000 barils par jour, à partir de 426 puits dispersés sur six champs. 31 plateformes de puits seront reliées à une seule installation de traitement et de stockage du brut via des conduites enterrées. Le premier baril de pétrole est attendu entre 2024 et 2025.

Source : agenceecofin

(Covid-19) La Chine continue d'accompagner les pays africains dans la lutte contre le Covid-19

- Le Tchad a reçu un don de vaccins anti-Covid-19 Sinopharm ;
- Le Zimbabwe a reçu un nouveau lot de doses de vaccin anti-Covid-19 Sinopharm;
- La China Geo-Engineering Corporation donne 30 000 masques chirurgicaux à la Zambie ;
- La RDC a reçu un lot de matériel médical de la Chine, composé pour l'essentiel de générateurs d'oxygène, d'appareils respiratoires, de pulvérisateurs de désinfection ainsi que de masques.

Source : Xinhua

◆ PRESENCE ETRANGERE

La coopération allemande accompagne le gouvernement sénégalais dans la production de vaccins contre la Covid-19

L'Allemagne a octroyé un financement non remboursable de 20 M EUR pour aider le Sénégal dans la production de vaccins contre la Covid-19 à travers l'Institut Pasteur. De plus, un protocole d'accord destiné à renforcer l'axe Berlin-Dakar dans des domaines comme la formation, l'emploi des jeunes, le développement industriel, le changement climatique... a été signé.

Source : ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

La société canadienne CPCS Transcom Limitd remporte un appel d'offres en Côte d'Ivoire

Cet appel d'offres concerne l'étude de faisabilité technique, socioéconomique, institutionnelle et financière d'un transport lagunaire de fret entre le Port autonome et divers sites du Grand Abidjan. Il rentre dans le cadre du projet de grand port d'Abidjan pour l'intégration de la ville financé par la Banque mondiale.

Source : worldbank.org

Signature d'un accord de prêt entre le Sénégal et l'Inde

Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, M. Amadou Hott a procédé avec Monsieur Selva Kumar, Représentant Régional d'Eximbank Inde basé à Abidjan, à la signature de l'accord de prêt relatif au projet de construction de la liaison 225 kV Tanaff-Ziguinchor, pour un montant de 35 M USD. Ce financement vient en complément de celui de 200 M USD pour la réalisation de la ligne électrique Tambacounda-Kolda-Ziguinchor et des postes associés de Kolda et Ziguinchor dont les travaux sont terminés.

Source : Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Signature d'un accord à hauteur de 600 M USD entre la Corée et la Banque africaine de développement

La Banque africaine de développement, le Ministère coréen de l'économie et des finances et la Banque d'import-export de Corée ont signé un accord pour que la Corée fournisse un financement de 600 M USD pour le cofinancement de projets dans le secteur énergétique.

Source : *afdb.org*

Cameroun : l'Agence coréenne de coopération internationale (Koica) finance l'adduction

La Corée du Sud a décidé de soutenir l'approvisionnement en eau potable en zone rurale au Cameroun à hauteur de 5,5 M EUR. Les zones ciblées sont les communes d'Ebebda, de Koutaba, de Massok et de Matomb situées à l'ouest et au centre du pays avec l'objectif d'augmenter le taux d'adduction 35% à 85%. Le projet prévoit ainsi de réhabiliter et de construire des systèmes d'approvisionnement en eau potable, de mettre en place des comités de gestion durable des installations, et vise le renforcement des capacités.

Source : *Afrik21*.

Le Royaume-Uni soutient la construction de logements écoresponsables en Afrique du Sud

Le CDC Group, l'institution de financement du développement du gouvernement britannique, a décidé d'investir 36 M USD dans une plateforme dédiée à la construction de logements abordables en Afrique du Sud. Cette plateforme *Diversity Urban Property Fund* a pour objectif de créer plus de 2 500 nouvelles unités résidentielles au cours des cinq prochaines années à Johannesburg. Ce fonds mise sur des logements écoresponsables pour un développement urbain véritablement durable et respectueux de l'environnement.

Source : *Afrik21*, <https://www.divercity.co.za/>

Le Japon signe un accord pour l'amélioration du système de santé en Guinée

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a signé un accord de don de 22,27 Mds yens pour la construction de l'Institut national de santé publique (INSP). Grâce à la construction de bâtiments et l'installation d'équipements, l'INSP verra sa capacité de diagnostic, de surveillance, de contrôle de la qualité fortement renforcée. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la promotion de la santé et du renforcement des systèmes de soins de santé en réponse aux épidémies mondiales par l'Agence.

Source : *JICA*

Financement du Koweït en Egypte

La société Bioénergie pilote un projet de création de 61 unités de biogaz qui vise à convertir les déchets issus des ménages, des écoles agricoles et d'une unité éducative mobile dans le gouvernorat de Suhag en Egypte. C'est dans le cadre de ce projet que la société a signé un accord de financement de 95 700 USD avec la Banque nationale du Koweït.

Source : *Afrik 21*

PROJETS ET FINANCEMENTS À L'ÉTUDE

◆ AFRIQUE DE L'OUEST – BOAD : NOUVELLES APPROBATIONS

Lors de son dernier Conseil d'Administration, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) a approuvé neuf nouveaux projets d'un montant de 102 Mds FCFA (environ 155 M EUR). Parmi ces projets, seront financés partiellement :

- Le développement intégré du Wassoulou en République de Côte d'Ivoire (PDIW-CI) Phase 1 ;
- L'aménagement des terres agricoles de la plaine de l'Oti (PATA-OTI) au Togo qui vise à i) faciliter l'accès des producteurs aux facteurs de production modernes ; ii) améliorer la productivité agricole ; iii) créer les conditions d'éclosion d'une classe d'entrepreneurs agricoles ;
- Le bitumage de la section Biéby-Bettie du tronçon Yakassé Attobrou – Bettie en République de Côte d'Ivoire ;
- L'appui au Fonds de développement de la finance inclusive en République du Niger ;
- Le renforcement du corridor nord de Côte d'Ivoire : construction de la deuxième ligne d'interconnexion 225 kV Taabo-Kossou-Bouaké et extension des postes de Taabo, Kossou et Bouaké 2 ;
- Le renforcement du réseau électrique de la Société Energie du Mali (EDM-SA) ;

- L'extension de 30 à 50 MWC de la puissance de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta en République togolaise, la plus grande d'Afrique de l'Ouest. Couvrant l'équivalent de 143 terrains de football, elle bénéficie d'un co-financement du Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement (ADFD)

Source : *boad.org*

◆ AFRIQUE – AFD : NOUVELLES APPROBATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration du 17 juin 2021 et le comité des états étrangers du 16 juin 2021 ont approuvé de nouveaux projets. Si ces projets sont validés par le Conseil d'administration, l'accord de financement avec le gouvernement/l'agence exécutrice du pays au niveau local n'est pas encore fait. Parmi les projets validés, nous pouvons citer :

- Bénin, Formation professionnelle et emploi, prêt de 15 M EUR et subvention de 5 M EUR, projet qui vise à améliorer la capacité, la qualité d'accueil et les compétences en matière de formation professionnelle dans le secteur agricole et rural. Il permettra de construire et réhabiliter des centres de formation et des lycées, et d'opérationnaliser un dispositif intégré d'orientation-formation-insertion et de conseil agricole orienté vers l'emploi agricole et rural.
- Bénin, Energie, prêt souverain de 35 M EUR et subvention déléguée UE de 20 M EUR. Le Projet FORSUN doit permettre l'amélioration qualitative et quantitative de l'accès à l'électricité des populations et des acteurs économiques ainsi que l'augmentation de la production nationale d'électricité à partir d'énergies renouvelables, à travers deux composantes : l'extension de la centrale solaire DEFISSOL située à Onigbolo pour atteindre une capacité de 50MW et l'extension du réseau de distribution de la SBEE sur plus de 80 localités situées sur l'ensemble du territoire.

Sources : *afd.fr*

◆ BENIN – BANQUE MONDIALE : APPROBATION D'UN PROJET D'ELECTRICITE

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un financement de 200 M USD pour le projet d'accélération d'accès à l'électricité au Bénin. Le projet vise à accroître l'accès à l'électricité pour les ménages, les entreprises et les établissements publics. Les composantes du projet sont les suivantes :

- Electrification réseau (185 M USD) : investissements pour la densification et l'extension du réseau (moyenne et basse tension) ;
- Politiques et mesures réglementaires pour mettre en œuvre la stratégie nationale d'électrification et les programmes d'investissement liés (5 M USD) ;
- Assistance technique et mise en œuvre du projet (10 M USD).

L'agence exécutrice est le ministère de l'Énergie.

Source : *worldbank.org*

◆ BURKINA FASO – BANQUE MONDIALE : APPROBATION D'UN PROJET ENERGIE

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un financement total de 168 M USD (dont 75 M USD de l'Association internationale de développement (AID) et 93 M USD du Fonds pour les technologies propres via le programme *Sustainable Renewables Risk Mitigation Initiative*). Le projet vise à améliorer l'accès à l'électricité en zones rurales au Burkina Faso et à aider le pays dans sa transition énergétique. Le Projet Solaire à Large Échelle et d'Électrification Rurale (SOLEER) vise à accroître l'accès à l'énergie solaire ainsi que la mobilisation des financements privés pour renforcer l'accès à l'électricité. Le projet soutiendra l'électrification d'environ 300 localités dans des zones rurales sélectionnées et le raccordement de 120.000 ménages, micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et infrastructures communautaires (écoles, centres de santé, etc.) aux services d'électricité modernes et fiables. Par ailleurs, il financera les investissements clés pour renforcer le réseau et permettre l'intégration de la production solaire et sa répartition pendant les pics de demande. Le projet facilitera aussi le lancement d'un appel d'offres compétitif de 325 MWp de solaire avec 335 MWh de batteries de stockage qui sera développé en plusieurs tranches, avec une première phase de 120 MWp avec 120 MWh de batterie de stockage qui sera lancée mi-2021.

Source : *worldbank.org*

◆ EGYPTE - BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT : PRET DE 83 M EUR AU SECTEUR DE L'ELECTRICITE

La BAfD a approuvé le 16 juin un prêt de 83 M EUR pour financer la deuxième phase du programme égyptien de soutien à l'électricité et à la croissance verte. Le financement fait partie de l'appui budgétaire de la Banque au gouvernement égyptien pour renforcer ses infrastructures électriques, ce qui devrait renforcer le secteur privé et accélérer la reprise après la crise de Covid-19. Le programme vise à améliorer la viabilité financière, la gouvernance et les opérations du secteur de l'électricité. Il fera également progresser la fourniture d'énergie propre pour stimuler la croissance verte. Les réformes réussies de l'Égypte dans le secteur ont conduit à une augmentation des investissements privés dans des projets d'énergie renouvelable à grande échelle. L'énergie est parmi les principaux secteurs du portefeuille de la coopération internationale pour le développement de l'Égypte.

Source : afdb.org

◆ MAURITANIE – BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT : PROJET D'ASSAINISSEMENT

La Banque africaine de développement a publié le rapport d'évaluation pour le projet d'étude pour l'assainissement inclusif dans 5 villes de Mauritanie (PETAIV). Les composantes du projet sont les suivantes :

- (i) Préparation de projets « bancables » d'investissement (élaborer les études d'avant-projet sommaire et des études d'avant-projet détaillés des infrastructures prioritaires des cinq villes, réviser les Plans directeurs d'assainissement...);
- (ii) Environnements favorables pour l'amélioration des services d'assainissement ;
- (iii) Gestion du projet.

Le montant global du projet est estimé à 896 000 euros, financé par la Facilité africaine de l'eau. Le projet vise la préparation des investissements à travers l'élaboration des plans directeurs d'assainissement urbain, des études de faisabilité et d'impact environnemental et social ainsi que la mobilisation des financements pour l'exécution des infrastructures et l'opérationnalisation des services projetés. L'agence d'exécution du projet sera la Direction de l'Assainissement (DA).

[En savoir plus](#)

Source : afdb.org

◆ SIERRA LEONE – BANQUE MONDIALE : PROJET DE RESILIENCE URBAINE

Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé un financement de 50 M USD via son guichet AID pour le Projet de résilience urbaine en Sierra Leone. L'objectif du projet est d'améliorer la gestion urbaine intégrée, la fourniture de services et la gestion des catastrophes climatiques dans la région de l'Ouest et les villes secondaires de la Sierra Leone. Son coût total est estimé à 103 M USD. Les composantes du projet sont les suivantes :

- (i) Développement des capacités et des institutions dans la gestion urbaine intégrée (renforcement du plan urbain, données spatiales sur les infrastructures...);
- (ii) Investissement dans les infrastructures municipales résilientes et verdissage de centres urbains (gestion des risques d'inondations dans certaines villes...);
- (iii) Management institutionnel et développement des capacités ;
- (iv) Gestion du projet.

L'ID du projet est P168608. Les différentes agences d'exécution sont : Freetown City Council, Fiscal Decentralization Division in Ministry of Finance, National Disaster Management Agency, Western Area Rural District Council, Bo City Council. Le projet devrait être clôturé fin juillet 2026.

Source : worldbank.org

PROJETS RÉCEMMENTS APPROUVÉS

◆ EGYPTE - BANQUE MONDIALE : SOUTIEN AU PROJET DE REFORME DU SECTEUR DE L'EDUCATION

La Banque mondiale soutient la réforme du secteur de l'éducation grâce à un financement de 500 M USD, qui s'échelonne jusqu'en septembre 2023. Le programme prévoit :

- (i) La formation de superviseurs professionnels et leaders pédagogiques ;
- (ii) La réforme complète de l'évaluation des élèves en mettant l'accent sur le secondaire sur tablette ;
- (iii) L'utilisation des ressources numériques pour l'enseignement et l'apprentissage ;
- (iv) La création de jardins d'enfants de meilleure qualité pour améliorer la préparation des enfants à l'école et à l'apprentissage.

Source : worldbank.org

◆ NIGER – MCC : PUBLICATION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Niger a reçu en 2018 un financement de 437 M USD dans le cadre d'un ensemble de projets sur cinq ans par l'agence bilatérale américaine Millennium Challenge Corporation (MCC). Le programme (*compact*) est destiné essentiellement à l'élimination de l'extrême pauvreté et à la promotion d'une croissance économique basée sur l'augmentation des revenus et l'utilisation productive et durable des ressources naturelles. Les projets envisagés porteront notamment sur (i) l'irrigation et l'accès au marché et (ii) la résilience des communautés au changement climatique. Le MCA-Niger, l'agence exécutrice du projet a publié le plan de passation des marchés (services, travaux, consultants) jusqu'au 31 mars 2022. Il comprend notamment le recrutement d'une société pour le plan de développement urbain de la municipalité de Konni,

Source : mcaniger.ne

◆ MAROC – BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (BEI) : ETUDES RELATIVES A L'ELECTRIFICATION DU RESEAU EST DE L'ONCF (FES-OUJDA ET TAOURIRT-NADOR)

La BEI a publié le 14 juin 2021 un avis de pré-information pour des prestations d'Assistance Technique. La date prévue de lancement de la procédure de passation du marché est fixée au 31 juillet 2021. La valeur estimée est de 1 M EUR.

Cette Assistance technique financera une équipe de consultants pour préparer les études de faisabilité et études d'impact environnemental et social avec l'Office National des Chemins de Fer du Maroc (ONCF). De plus, seront conduites également des études de conception de l'investissement qui concerne la réhabilitation et l'électrification du réseau ferroviaire de la région orientale du pays, couvrant un réseau de 550 km et les lignes Fès-Oujda, Taourirt-Nador, Oujda-Jerada et Selouane-Port Nador Ouest. Le périmètre des travaux devrait comprendre les travaux de réhabilitation nécessaires à la mise aux normes des lignes, l'installation d'une caténaire sur 550 km de voie unique, la construction de sous-stations électriques et l'adaptation de la signalisation ferroviaire. Ces investissements devraient permettre, à terme, de remplacer les trains diesel qui circulent actuellement et de compléter l'électrification du réseau ferroviaire marocain.

Source : eib.org

◆ SENEGAL – AFD : PROJETS DANS LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PROTECTION DES ECOSYSTEMES

Le ministre de l'Économie, du plan et de la coopération a procédé à la signature avec l'AFD de trois conventions de financement d'un montant total de 36 Mds FCFA. Les financements concernent :

- Un prêt de 40 M EUR et une subvention de 10 M EUR pour contribuer au développement économique durable de la vallée du fleuve Sénégal ;
- Une subvention de 5 M EUR pour compléter le projet de protection et de valorisation des aires marines protégées du Sénégal.

Source : *Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal*

◆ **TANZANIE – AFD : SIGNATURE D'UN ACCORD DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LA PREMIERE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE CONNECTEE AU RESEAU ET LA MODERNISATION DU RESEAU ELECTRIQUE**

L'Agence française de développement et le gouvernement tanzanien ont procédé à la signature d'une convention de financement de 130 M EUR qui sera rétrocédée à la société publique d'électricité, Tanzanie Electric Supply Company (TANESCO). Cet accord permettra de financer une centrale solaire photovoltaïque de 50 MW dans le district de Kishapu et de transformer le réseau de transport de TANESCO en un réseau intelligent.

Source : afd.fr

◆ **TUNISIE – MILLENIUM CHALLENGE CORPORATION : SIGNATURE D'UN COMPACT**

Le conseil d'administration de la Millennium Challenge Corporation (MCC) a approuvé un financement de 498,7 M USD pour un programme d'une durée de cinq ans qui vise à renforcer les secteurs des transports, du commerce et de l'eau en Tunisie. Il inclut des projets pour faciliter les échanges avec la Tunisie en investissant dans la gestion, l'expansion et la digitalisation du port de Radès, mais aussi à améliorer la gestion et la conservation des ressources en eau du pays. Le gouvernement de Tunisie va contribuer à hauteur de 35 M USD dans le programme et renforcer les politiques publiques.

Source : mcc.gov

◆ **TUNISIE - BANQUE MONDIALE - ETUDE D'INTEGRATION VRE (VARIABLE RENEWABLE ENERGY) EN VUE D'ACCOMPAGNER LA TRANSITION DURABLE DU SECTEUR DE L'ENERGIE**

La Banque mondiale a publié le 5 juillet un appel d'offres pour le recrutement d'une société qui accompagnera son équipe tunisienne pour évaluer le potentiel de déploiement des VRE en Tunisie en fournissant :

- (i) un calendrier pour le déploiement solaire et éolien basé sur des scénarios optimisés ;
- (ii) une liste des investissements nécessaires dans les mises à niveau du réseau pour l'intégration et l'adoption des VRE ;
- (iii) des emplacements optimaux pour les futures centrales électriques VRE.

La mission permettra de préciser notamment : les scénarios de déploiement VRE (capacité, technologie et date de mise en service) après modélisation du système de production existant, les mises à niveau du réseau nécessaires, la liste des sous-stations à prioriser pour le déploiement à court/moyen terme et des zones à prioriser pour un déploiement à plus long terme des VRE (y compris les lignes de transport d'énergie) et la liste des sites solaires et éoliens identifiés.

Source : worldbank.org

AGENDA

14 et 21
sept
2021

Les marchés de la Banque mondiale dans les domaines de l'eau et de l'énergie

En amont de la mission collective Kenya Ouganda, tenez-vous informé des marchés financés par la Banque Mondiale en Afrique et dans le reste du monde en participant aux rencontres sectorielles digitales gratuites [Banque Mondiale Energie le 14 septembre](#) et/ou [Banque Mondiale Eau le 21 septembre](#). Des rendez-vous vous sont proposés avec un portefeuille de projets exploitables.

27 sept-01
oct
2021

Délégation au Kenya et en Ouganda : les projets financés par les bailleurs de fonds dans les secteurs eau/énergie/environnement

Délégation d'entreprises au Kenya et en Ouganda pour rencontrer les acteurs de l'aide internationale qui financent des projets dans les secteurs eau/énergie/environnement, et favoriser votre positionnement auprès des acteurs publics et privés locaux. [Inscription](#)

LA LETTRE AFRIQUE PROJETS EST ENVOYEE PAR E-MAIL 11 FOIS PAR AN

Rédactrice : Louise Sanna,
Chef de projets Afrique subsaharienne
Tél. : +33(0)1 40 73 34 63
Contribution de Sylvie Buhot, Chef de projets UE
Maghreb & Machrek et Romane Ehrhardt,
Chargée d'opérations
Relue par Hervé Jevardat, Chef de projets
Amérique latine

Réalisation BUSINESS FRANCE
Paris
© 2021 – Business France

VOUS POUVEZ AUSSI DECOUVRIR

<https://events-export.businessfrance.fr/marches-publics-internationaux/>

La base de données PROAO
Projets et appels d'offres internationaux

Contacteur : proao@businessfrance.fr

Grâce à son moteur de recherche et à son système d'alertes paramétrable (« push » vers votre messagerie électronique), PROAO vous permet d'identifier, en temps réel, les appels d'offres sur lesquels vous positionner.

© 2021 – Business France

Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse de Business France est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Business France et les Bureaux Business France ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés.

Date de parution : juillet août 2021

Tarif annuel (11 numéros) : 195 € H.T.

<https://www.businessfrance.fr/lettre-afrique-projets>